

Unité départementale du Hainaut
Zone d'activités de l'aérodrome
BP 40137
59303 VALENCIENNES

VALENCIENNES, le 08 décembre 2022

Référence :
Code AIOT : 0007000832

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/09/2022

Contexte et constats

Publié sur 

RENAULT ELECTRICITY - Maubeuge

AVENUE ANDRE CHAUSSON
ZI de Grévaux les Guides BP 20050
59600 Maubeuge

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/09/2022 dans l'établissement RENAULT ELECTRICITY - Maubeuge implanté ZI de Grévaux les Guides - Avenue André Chausson BP20050 59369 MAUBEUGE. L'inspection a été annoncée le 09/09/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection fait suite aux inspections effectuées le 14/11/2018 et le 25/04/2019 sur la thématique des rejets atmosphériques de composés organiques volatils (COV). Ces inspections avaient révélé des dysfonctionnements récurrents sur les installations de traitement de COV et sont à l'origine de dispositions complémentaires, prescrites par l'arrêté préfectoral du 28/02/2020, pour mieux définir et encadrer les taux de disponibilité de ces équipements.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- RENAULT ELECTRICITY - Maubeuge
- ZI de Grévaux les Guides - Avenue André Chausson BP20050 59369 MAUBEUGE
- Code AIOT : 0007000832
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'usine de construction automobile située sur les communes de Maubeuge et Feignies a été créée en 1969.

La société RENAULT ELECTRICITY a demandé par courrier du 23/09/2021 à reprendre les activités exploitées par la Société MAUBEUGE CONSTRUCTION AUTOMOBILE (MCA). Le changement d'exploitant a été acté par l'arrêté préfectoral du 1er avril 2022.

La manufacture de Maubeuge est spécialisée dans la fabrication de petits véhicules utilitaires, thermiques ou électriques : Renault Kangoo, Mercedes Citan, Nissan NV250. Un véhicule sort de ligne chaque minute.

L'usine occupe une superficie de 83,6 ha dont 23,9 de bâtiments couverts et emploie 1700 personnes.

Le procédé de fabrication comprend principalement 4 étapes :

- l'emboutissage : transformation des tôles d'acier en pièces de carrosserie ;
- la tôlerie : assemblage de la carrosserie du véhicule ;
- la peinture : préparation de la carrosserie par traitement de surface puis application des différents mastics, peintures d'apprêts, laques, vernis et cire de protection ;
- le montage : dernière étape d'assemblage des équipements prévus sur chacun des différents modèles.

Les activités de la société Renault Electricity – Manufacture de Maubeuge sont notamment réglementées par :

- l'arrêté préfectoral du 07/10/2014 qui réglemente l'ensemble des activités du site ;
- l'arrêté préfectoral du 28/02/2020, qui met à jour le tableau des rubriques ICPE et le montant des garanties financières et qui modifie les dispositions liées au taux de disponibilité des dispositifs de traitement des composés organiques volatils et les prescriptions relatives à la surveillance environnementale.

Ses activités relèvent également de la Directive IED (rubriques 3260 et 3670).

La visite porte sur le thème des rejets atmosphériques de composés organiques volatils liés au process peinture.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :

- le constat établi par l'inspection des installations classées ;
- les observations éventuelles ;
- le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Installations de traitement de COV / taux de disponibilité	Arrêté Préfectoral du 07/10/2014, article 24-I modifié par art. 4 de l'APC 28/02/2020	/	Sans objet
2	Installations de traitement de COV / dépassement VLE suite à indisponibilité	Arrêté Préfectoral du 07/10/2014, article 24-II	/	Sans objet
3	Installations de traitement de COV / surveillance des paramètres essentiels	Arrêté Préfectoral du 07/10/2014, article 24-III	/	Sans objet
4	Installations de traitement de COV / analyse des incidents	Arrêté Préfectoral du 07/10/2014, article 24-IV	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	Valeurs limites d'émission sortie incinérateurs	Arrêté Préfectoral du 07/10/2014, article 35	/	Sans objet
6	Actions de réduction des émissions de solvants	Arrêté Préfectoral du 07/10/2014, article 36	/	Sans objet
7	Valeurs limites d'émission globale	Arrêté Préfectoral du 07/10/2014, article 37	/	Sans objet
8	Autosurveillance rejets de COV totaux / Fréquence	Arrêté Préfectoral du 07/10/2014, article 132	/	Obs. 1
9	Installations de traitement de COV / ETE rejets canalisés non traités	Arrêté Préfectoral du 07/10/2014, article 24-V ajouté par APC 28/02/2020 – art.5	/	Obs. 2
10	Autosurveillance rejets de COV totaux	Arrêté Préfectoral du 07/10/2014, article 133-I	/	Obs. 3
11	Surveillance environnementale	Arrêté Préfectoral du 07/10/2014, article 145	/	Obs. 4

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection n'a pas révélé de non-conformité vis à vis des prescriptions contrôlées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Installations de traitement de COV / taux de disponibilité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/10/2014, article 24-I modifié par art. 4 de l'APC 28/02/2020
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution atmosphérique / rejets de COV
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Prescriptions de l'alinéa I. de l'article 24 de l'arrêté préfectoral du 7 octobre 2014 modifiées par l'article 4 de l'APC 28/02/2020</p> <p>Les installations de traitement doivent être conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne pourront assurer pleinement leur fonction.</p> <p>Les installations de traitement d'effluents gazeux doivent être conçues, exploitées et entretenues de manière :</p> <ul style="list-style-type: none">• à faire face aux variations de débit, température et composition des effluents ;• à réduire au minimum leur durée de dysfonctionnement et d'indisponibilité. <p>En particulier, le taux de disponibilité des installations de traitement de COV, pour chacune d'entre elle, ne doit en aucun cas être inférieur aux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">• taux de disponibilité trimestriel $\geq 90 \%$;• taux de disponibilité sur 12 mois glissants $\geq 95 \%$. <p>Dans tous les cas, la durée cumulée d'indisponibilité de chaque installation de traitement ne dépasse pas 276 heures sur 12 mois glissants.</p> <p>Le taux de disponibilité est calculé de la manière suivante :</p> <p>Oxydateur thermique n°3 (mastics / apprêts) :</p> $\text{Taux de disponibilité} = (0,68 \times \text{Temps de connexion de l'étuve Mastics} + 0,32 \times \text{Temps de connexion de l'étuve Apprêts}) / (\text{Temps de production})$ <p>Oxydateur thermique n°4 (laques n°1)</p> $\text{Taux de disponibilité} = (0,28 \times \text{Temps de connexion de l'étuve} + 0,72 \times \text{Temps de connexion des cabines}) / (\text{Temps de production})$ <p>Oxydateur thermique n°5 (laques n°2)</p> $\text{Taux de disponibilité} = (0,43 \times \text{Temps de connexion de l'étuve} + 0,57 \times \text{Temps de connexion des cabines}) / (\text{Temps de production})$ <p>Les durées sont exprimées en heures, arrondies à l'unité supérieure.</p> <p>En cas d'indisponibilité d'un oxydateur, qu'il s'agisse d'arrêts volontaires (diagnostics, maintenance préventive, etc.) ou de problèmes techniques (pannes, maintenance curative, etc.), le temps de connexion est retenu à 0 pour l'ensemble des installations reliées à ce dernier.</p> <p>Les taux de disponibilité trimestriels et sur 12 mois glissants des installations de traitement de COV sont transmises chaque trimestre à l'inspection de l'environnement avec le bilan des émissions de solvants.</p> <p>Constats : Les installations de traitement associés à la cataphorèse sont des incinérateurs récupératifs (1 et 2). Celles relatives à l'atelier mastics et apprêts et aux étuves des laques 1 et 2 sont des incinérateurs régénératifs (respectivement 3, 4 et 5).</p> <p>Le temps de connexion et le temps de production sont suivis au quotidien et sont enregistrés hebdomadairement dans un fichier dédié GAT Peinture.</p> <p>Le fichier de suivi «Taux de dispo Traitements d'air» est mis à jour mensuellement et transmis trimestriellement.</p>

<p>* Bilan COV + taux disponibilité du 1er trimestre 2022 , transmis par courriel du 29 avril 2022 Taux de disponibilités trimestriel (et sur 12 mois glissants) pour les oxydateurs 1 à 5 : 100 – 100 - 98,9 (99,6)– 96 (98) – 100 (99,5) * Bilan COV + taux disponibilité du 2ème trimestre 2022 transmis par courriel du 22 juillet 2022 Taux de disponibilités trimestriel (et sur 12 mois glissants) pour les oxydateurs 1 à 5 : 100 – 100 – 99,9 (99,5) –98,8 (98) – 99,3 (99,5) Dans les 2 bilans, les taux de disponibilité pour le trimestre et au cumul sur 12 mois glissants sont supérieurs aux valeurs minimales prescrites. Les taux de disponibilités donnés le jour de l’inspection pour juillet et août 2022 sont du même ordre de grandeur.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Installations de traitement de COV / dépassement VLE suite à indisponibilité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/10/2014, article 24-II
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution atmosphérique / rejets de COV
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : II. Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant devra prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise. Ces dispositions pourront aller jusqu'à une réduction du régime de fonctionnement, voire l'arrêt des installations concernées. L'Inspection de l'environnement en sera informée dans les conditions prévues au titre IX, sauf si l'événement relève des dispositions de l'article 22.
Constats : La déconnexion du traitement d'air des Laques 1 du 18 au 28 janvier 2022 (cf. constats de l'art. 24.IV) a comme impact une émission supplémentaire de COV de 1,2 tonnes soit environ + 0,4 g/m ² sur le bilan COV trimestriel. Néanmoins, la VLE de 45 g/m ² est respectée pour le 1er trimestre.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Installations de traitement de COV / surveillance des paramètres essentiels

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/10/2014, article 24-III
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution atmosphérique / rejets de COV
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : III. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement sont contrôlés périodiquement ou en continu avec asservissement à une alarme. Les modalités de surveillance des installations de traitement (paramètres contrôlés, fréquence de contrôles) ainsi que les justifications associées sont tenues à la disposition de l'Inspection de l'environnement. Les résultats des contrôles effectués sur les installations de traitement sont portés sur un registre également tenu à la disposition de l'Inspection.
Constats : Concernant la surveillance des installations et des dispositifs de traitement, l'exploitant a indiqué que : <ul style="list-style-type: none">• Les automates de gestion avec paramètres d'exploitation et de sécurité sont définis avec le fabricant de l'installation ;• Les vérifications prévues dans les consignes d'exploitation sont fixées informatiquement via la régulation automatique, suivies par CIMplicity ou avec SIMON pour la maintenance, avec des asservissements alarme ;• Les paramètres suivis des oxydateurs et roues d'adsorption sont : température, temps de séjour, turbulence de l'écoulement... ;• L'aéraulique est surveillée via un suivi de pression amont/aval, d'alarmes et d'une régulation automatique ;• Les paramètres suivis sont enregistrés sur un cahier de consignes de la maintenance et les dysfonctionnements analysés ;• Les consommations de solvants et des solvants usagés récupérés (taux de récupération) sont suivies quotidiennement ;• Les temps de connexion, les dysfonctionnements, les dérives de consommation/récupération sont rapportés quotidiennement au « point fabrication » du département.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Installations de traitement de COV / analyse des incidents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/10/2014, article 24-IV
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution atmosphérique / rejets de COV
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : IV. Les incidents ayant entraîné le fonctionnement d'une alarme et/ou l'arrêt des installations ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont également consignés dans le registre prévu au III du présent article. Une analyse annuelle sera portée sur le fonctionnement de ces systèmes pour : <ul style="list-style-type: none">- valider la suffisance des contrôles et des actes de maintenance préventifs opérés sur ces matériels ou, à défaut, les faire évoluer sur la base du retour d'expérience de leur fonctionnement les années précédentes ;- valider le programme pluri-annuel de mise à niveau ou de rénovation de ces systèmes au regard du retour d'expérience de leur fonctionnement les années précédentes et les anomalies rencontrées au cours des essais périodiques, de l'exploitation ou la maintenance de ces systèmes.
Constats : La déconnexion du traitement d'air des Laques 1 du 18 au 28 janvier 2022 est un incident qui a été signalé par l'exploitant par téléphone le 19 janvier et a fait l'objet d'un courrier (réf. 4002/JPD/RO/N°3869) du 02/02/2022 - Rapport d'incident arrêt du traitement d'air des laques 1. La détection s'est faite au niveau de la supervision qui a signalé des défauts de température et de circulation d'eau chaude sur le traitement d'air de l'atelier les laques 1. Les causes de la panne qui ont conduit à la rupture du circuit d'eau chaude TAIR2, ainsi que les actions préventives et correctives ont été identifiées. Les actions correctives (ex : mise en place d'anneau de renfort) ont été mises en place pour le redémarrage de l'installation. L'exploitant a indiqué avoir intégré dans le système de gestion de la maintenance assistée par ordinateur (GMAO), les actions préventives telles que le contrôle thermographique annuel ou la vidange et nettoyage du circuit d'eau tous les 2 ans.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Valeurs limites d'émission sortie incinérateurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/10/2014, article 35
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution atmosphérique / rejets de COV
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : I. Valeurs limites en concentration Les rejets faisant l'objet de la présente section respectent, pour chaque émissaire, les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés : - des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilo pascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ; - à une teneur en O ₂ de l'air ambiant. Concentrations maximales COV= 20 mg de C/Nm ³ (50 si rendement sup à 98% (1) III - Valeurs limites en flux Les débits nominaux des oxydateurs 1, 2, 3, 4 et 5 sont respectivement : 20 000, 20 000, 60 000, 45 000 et 30 000 Nm ³ /h Pas de VLE imposée pour les cheminées 11, 12, 18, 158 et 78
Constats : <u>Résultats d'autosurveillance :</u> Mesures APAVE 2021 (4 au 11 octobre) Les concentrations obtenues pour les oxydateurs 1, 2, 3, 4 et 5 (= cheminées 11, 12, 18, 158 et 78) sont : 3,08 – 4,29 – 5 – 12,9 – 4,3 mg/Nm ³ Les rendements obtenus pour les oxydateurs 1, 2, 3, 4 et 5 sont : 98,2 – 97,9 – 98,3 – 98,5 – 98,7 Seul écart constaté : vitesse d'éjection insuffisante en sortie de l'incinérateur Laques 2 liée à la détérioration de l'étanchéité du registre de connexion des cabines en amont de l'incinérateur → remplacement fin décembre. Une contre-mesure réalisée en mai 2022 en sortie de l'incinérateur Laques 2 donne une vitesse conforme (11,3 m/s). Pour 2022, la campagne de mesure a été effectuée par APAVE du 19 au 27 septembre. Les résultats n'étaient pas disponibles lors de l'inspection. <u>Résultats CI du 21 et 22 octobre 2021</u> Les mesures à l'émissaire de l'incinérateur Laque 1 (= cheminée 158) donnent Concentration = 7,23 mg/Nm ³ -> VLE respectée Rendement = 99,1 % Flux= 272 g C/h <u>Résultats CI de 2022</u> L'organisme Entime a procédé à des mesures au niveau de l'émissaire de l'incinérateur Mastic apprêt (cheminée 18) Les résultats obtenus : Concentration= 9,5 mg C/Nm ³ → VLE respectée (concentration amont : 250,3) Rendement = 96,2 Débit : 40 800 mg/Nm ³ Flux = 390 g C /h
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Actions de réduction des émissions de solvants

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/10/2014, article 36
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution atmosphérique / rejets de COV
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant s'applique à réduire ses émissions de solvants à l'atmosphère par emploi de technologies propres, récupération ou élimination (utilisation de peinture à moyen ou haut extrait sec, peintures hydrosolubles, etc...) ainsi que par la recherche systématique de la récupération d'énergie ou des matières premières. Il communique chaque année à l'Inspection de l'environnement le bilan des actions réalisées sur la période pour réduire ses émissions de COV.
Constats : Dans le bilan 2021 transmis à l'inspection, l'exploitant indique que les flux spécifiques de COV sont en diminution et expliquent ces résultats par : <ul style="list-style-type: none">- une bonne récupération des solvants ;- des travaux de remise en état et de fiabilisation des installations de traitement menées depuis 2018 permettent d'atteindre un taux de disponibilité > 99 %;- une maîtrise de la consommation de solvants malgré le démarrage d'un nouveau véhicule ;- une teinte type opaque favorable à la réduction des émissions (car une seule passe suffit au niveau du laquage). L'exploitant a fait part lors de la visite : <ul style="list-style-type: none">- d'actions menées pour améliorer le houssage des robots des cabines d'application peinture et ainsi réduire l'utilisation de solvants pour le nettoyage ;- d'un projet de recherche sur l'utilisation des solvants sous forme gélifiée pour limiter les émissions de COV entre l'étuve de mastics et les cabines d'apprêts et le déplacement des émissions non traitées vers les laques où des dispositifs de traitement sont en place.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Valeurs limites d'émission globale

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/10/2014, article 37
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution atmosphérique / rejets de COV
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les valeurs limites d'émission totales sont exprimées en grammes de solvant par mètre carré de surface revêtue, telle que définie au titre I du présent arrêté, et en kilogrammes de solvant émis par carrosserie d'automobile revêtue, telle que définie au titre I du présent arrêté. Les flux de composés organiques volatils ne dépassent pas ceux prévus dans le tableau n°2 de l'évaluation des risques sanitaires susvisée. Dans le tableau suivant, la valeur limite d'émission totale se rapporte à toutes les étapes des opérations qui se déroulent dans la même installation, de l'application par électrophorèse ou par tout autre procédé de revêtement jusqu'au polissage de la couche de finition, ainsi qu'aux solvants utilisés pour le nettoyage du matériel, y compris la zone de pulvérisation et autre équipement fixe, tant pendant la durée de production qu'en dehors de celle-ci. La valeur limite d'émission totale est exprimée en poids total de composés organiques par mètre carré de surface revêtue et en masse totale de composés organiques par carrosserie d'automobile revêtue. Valeur limite d'émission totale : 45 g/m ² ou (1,3 kg/carrosserie + 33 g/m ²) L'exploitant respecte par ailleurs la valeur limite de flux spécifique suivante : 4,6 kg/véhicule produit. Ce critère de flux spécifique s'applique au cumul des rejets canalisés et de l'ensemble des rejets diffus. Le flux spécifique est calculé à partir de la production journalière.
Constats : Émissions de COV depuis 2018 , totales (sans seuil) – surfaciques (seuil : 45 g/m ²) – par véhicule (seuil : 4,6 kg/veh) : - en 2018 : 587 t - 34,1 g/m ² - 3,7 kg/veh - en 2019 : 502 t – 30,9 g/m ² – 3,4 kg/veh - en 2020 : 342,5 t – 31,4 g/m ² – 3,4 kg/veh - en 2021 : 337 t – 29,3 g/m ² – 3,4 kg/veh Émissions de COV : - 15 % en 2019 par rapport à 2018 (cf. ETE) <u>Bilans trimestriels 2022</u> Émissions totales (sans seuil) – surfaciques (seuil : 45 g/m ²) – par véhicule (seuil : 4,6 kg/veh) 1er trimestre: 68,2 t – 29,5 g/m ² - 3,7 kg/veh 2ème trimestre : 50,6 t – 22,5 g/m ² - 2,9 kg/veh A noter que les niveaux d'émissions de COV associés aux meilleures techniques disponibles (NEAMTD) du BREF STS (traitement de surface utilisant des solvants) et applicables à compter de décembre 2024 sont plus bas que les valeurs limites fixées dans l'arrêté préfectoral de la manufacture de Maubeuge. Dans le cas d'une unité existante, ces NEAMTD sont fixées (cf. MTD 24 - tableau 7) à : - pour les VP (Véhicules Particuliers) : 8 – 30 g COV/m ² véhicule revêtu - pour les CTTE (Camionnette) : 10 – 40 g/m ² véhicule revêtu L'exploitant indique que la part de véhicule particulier tend à augmenter et que les contraintes supplémentaires qui résultent du BREF sont d'ores et déjà prises en compte.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/10/2014, article 132
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution atmosphérique / rejets de COV
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Article 132 de l'arrêté préfectoral du 7 octobre 2014 – Surveillance des rejets atmosphériques [...] III. Modification des fréquences d'autosurveillance Toutefois, l'exploitant est tenu d'ajuster, sans délai, les conditions d'autosurveillance desdits rejets en cohérence avec les dispositions de l'article 59 de l'arrêté du 2 février 1998 susvisé, si ces fréquences sont plus contraignantes que celles prévues par le présent article.</p> <p>Article 59 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 – Surveillance en continu des rejets atmosphériques Lorsque les rejets de polluant à l'atmosphère autorisés dépassent les seuils ci-dessous, l'exploitant doit réaliser dans les conditions prévues à l'article 58 une mesure en permanence du débit du rejet correspondant ainsi que les mesures ci-après. Dans le cas où les émissions diffuses représentent une part notable des flux autorisés, ces émissions sont évaluées périodiquement. [...] 7° Composés organiques volatils : La surveillance en permanence des émissions de l'ensemble des COV, à l'exclusion du méthane, est réalisée si, sur l'ensemble de l'installation, l'une des conditions suivantes est remplie : le flux horaire maximal de COV, à l'exclusion du méthane exprimé en carbone total, dépasse : 15 kg/h dans le cas général ; 10 kg/h si un équipement d'épuration des gaz chargés en COV est nécessaire pour respecter les valeurs limites d'émission canalisées ; le flux horaire maximal de COV à l'exclusion du méthane, visés à l'annexe III, ou présentant « une mention de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F » ou une phase de risque R 45, R 46, R 49, R 60 ou R 61, ou les composés halogénés présentant « une mention de danger H341 ou H351 ou étiquetés R40 ou R68 », dépasse 2 kg/h (exprimé en somme des composés). Toutefois, cette surveillance en permanence peut être remplacée par le suivi d'un paramètre représentatif, corrélé aux émissions. Cette corrélation devra être confirmée périodiquement par une mesure des émissions. [...]</p>
<p>Constats : <u>Inspection du 25/04/2019</u> L'inspection de 2019 a mis en évidence que des émissaires, au niveau des cabines d'apprêt et de l'application des laques, dépassent le seuil de 15 kg/h de COV et ne font pas l'objet de surveillance en continu et a conclu « Toutefois, compte tenu du fait qu'aucune valeur limite ne soit applicable directement à ces rejets (les valeurs limites encadrant les rejets de COV du site sont des valeurs globales) et que les valeurs limites globales applicables au site sont respectées, l'inspection des installations classées propose de ne pas donner de suite à cet écart. » (cf. extrait du rapport du 15 mai 2019). Une étude technico-économique a par ailleurs été prescrite sur les technologies de traitement des COV.</p> <p><u>Situation actuelle</u> Seules les émissions canalisées en sortie des 5 incinérateurs reliées à l'application de peinture (extraction de vernis) font l'objet d'une surveillance des COV de la part de l'exploitant.</p> <p>Dans le BREF STS, la fréquence de surveillance des émissions dans les gaz résiduels est traitée dans la MTD 11. Dans cette MTD, la fréquence associée à la surveillance des émissions de COV est : - annuelle pour toute cheminée où le flux de COVT est < 10 kg C/h ; et - en continu pour toute cheminée où le flux de COVT est >= 10 kg C/h. Dans son dossier de réexamen, l'exploitant demande des aménagements à la MTD 11 et annexe un</p>

courrier adressé au ministère de la transition écologique en juin 2021, dans lequel le groupe Renault formule un argumentaire afin de limiter les mesures de COV aux cheminées raccordées à un équipement de traitement.

Le dossier de réexamen a été déposé en avril 2022 et son instruction est initiée. A ce stade, il n'est pas possible de se prononcer sur ces demandes d'aménagement.

Les émissions canalisées non traitées ont fait l'objet d'une estimation par atelier pour l'année 2018 (cf. Document Schéma des émissions de COV de l'année 2018, transmis à l'issue de l'inspection du 25/04/2019).

D'ores et déjà, une connaissance plus précise des quantités de COV canalisées non traitées au niveau de chaque cheminée concernée, paraît indispensable pour mieux appréhender les enjeux liés à ces émissions et répondre à la demande d'aménagements. Aussi, des mesures de concentration et flux de COV pourraient être prescrites par arrêté complémentaire dans le cadre de l'instruction du dossier de réexamen.

Obs. 1 : il est demandé à l'exploitant de communiquer le nombre exact d'émissaires du process peinture et pour chacun préciser l'installation raccordée (cabine, étuve ...) et si son aménagement permet d'effectuer une mesure de débit et de concentration COVT.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Installations de traitement de COV / ETE rejets canalisés non traités

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/10/2014, article 24-V ajouté par APC 28/02/2020 – art.5
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution atmosphérique / rejets de COV
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Prescriptions issues de l'APC 28/02/2020 – article 4 L'exploitant transmet à l'inspection de l'environnement, dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, une étude technico-économique relative à la mise en place de dispositifs de traitement de COV des points de rejet canalisés des secteurs « Application laques 1 », « Application laques 2 » et « Cabines apprêt ». Cette étude est mise à jour et transmise à l'inspection de l'environnement à une fréquence quinquennale.
Constats : L'exploitant a transmis un document référencé 4002/PT/SB/N°3820 par courrier du 02/09/20. Dans ce document, les émissaires non traités, raccordés aux 3 secteurs sources concernés par l'APC, sont au nombre de : <ul style="list-style-type: none">- 6 pour l'application des apprêts ;- 10 pour l'application Laques 1 ;- 2 pour l'application Laques 2. Le document évoque une seule technique de traitement qui consiste à concentrer les COV à l'aide de roues concentratrices (piégeage par zéolithe) avant d'incinérer via un oxydateur thermique régénératif (à 3 puits). Le gain en COV et le coût (investissement + coût exploitation / an) correspondant ont été évalués : <ul style="list-style-type: none">- pour les apprêts : 5,5 g/m² - 4800 k€ + 150 k€- pour Laques 1 : 8 g/m² - 11 300 k€ + 230 k€- pour Laques 2 : 5,5 g/m² - 7500 k€ + 205 k€ Obs. 2 : Il est demandé à l'exploitant de conclure sur les suites données à cette estimation des coûts et de compléter ce document en indiquant pourquoi d'autres techniques ne sont pas envisageables.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/10/2014, article 133-I
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution atmosphérique / rejets de COV
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. Surveillance des émissions totales de COV</p> <p>Pour la surveillance des émissions de l'ensemble des COV, l'exploitant élabore un plan de gestion de solvants, mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de l'installation. Ce plan est transmis annuellement à l'Inspection de l'environnement.</p> <p>Sur la base de ce plan, l'exploitant établit, à une fréquence trimestrielle, un bilan des émissions de solvants issues de l'application des peintures, qu'il transmet à l'Inspection de l'environnement à la même fréquence et qu'il compare aux valeurs limites spécifiques à ses installations. Ce bilan doit porter sur l'ensemble des émissions de COV de l'établissement.</p> <p>Il tient à cet effet une comptabilité des quantités et teneurs en solvants mis en œuvre dans les produits consommés. Il réalise un bilan des entrées et des sorties de matière y compris des solvants de dilution et de nettoyage et il détermine les rejets dans l'air, dans l'eau et dans les déchets.</p> <p>Chaque année, une mesure des émissions est également réalisée en sortie des incinérateurs, en particulier pour vérifier et déterminer le rendement d'épuration des incinérateurs.</p> <p>L'exploitant communique à l'Inspection de l'environnement toutes les informations relatives à la production des véhicules pendant la période considérée et aux surfaces électrochimiques des modèles fabriqués.</p> <p>Dans le cadre de cette transmission, l'exploitant l'informe de ses actions visant à réduire la consommation des COV.</p> <p>La présentation des résultats est conforme à l'article 153. Il ci-après.</p>
<p>Constats : L'exploitant établit trimestriellement un bilan des émissions de solvants issues de l'application des peintures, qu'il transmet à l'Inspection.</p> <p>Le plan de gestion est réalisé annuellement. Il s'agit d'un plan de gestion simplifié où les émissions totales (canalisées + diffuses) sont estimées en déduisant de la quantité de solvants utilisés : les quantités de déchets solvantés, les solvants détruits par incinération et les solavnt régénérés à l'extérieur.</p> <p>Obs. 3 : Dans le PGS, la quantité indiquée pour O1 – Émissions dans l'air sous forme canalisée (soit 337,01 t en 2021) représente en réalité la quantité totale des émissions et la quantité affectée à O4 - Émissions dans l'air non canalisée ne devrait pas être nulle. Par ailleurs, la quantité de solvants dans les déchets (O6=4,38 t) représente 0,5% de la quantité de solvants utilisés (I1= 892,98 t). Il est demandé à l'exploitant d'expliquer comment cette proportion de 0,5% (ou cette quantité de 4,38t) a été déterminée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/10/2014, article 145
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution atmosphérique / rejets de COV
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Prescriptions modifiées par l'APC 28/02/2020 – article 5 (les composés formaldéhydes et métaux lourds ont été enlevés de la surveillance)</p> <p>I. L'exploitant assure une surveillance de la qualité de l'air ambiant autour du site.</p> <p>II. Méthodologie La surveillance porte au minimum sur les principaux COV utilisés et émis par les installations du site, à savoir le xylène, l'éthylbenzène, l'acétate de n-butyle et le butanol.</p> <p>La liste des substances recherchées est régulièrement complétée et mise à jour en fonction de l'évolution des produits utilisés et des substances qu'ils contiennent.</p> <p>Les mesures sont effectuées durant deux campagnes annuelles (périodes estivale et hivernale) sur 8 points de mesure. La durée d'une campagne est a minima de 2 semaines, soit 4 semaines sur une année.</p> <p>Une étude justifiant les propositions de l'exploitant pourra être adressée au préfet du Nord et à l'inspection de l'environnement pour modifier les dispositions du paragraphe ci-dessus. Cette étude présentera : <ul style="list-style-type: none"> • les modalités d'implantation des matériels et de qualification des dispositifs ; • pour chaque paramètre, les modalités de surveillance et les périodicités associées. L'inspection de l'environnement fait part de son avis sur ces propositions à l'exploitant.</p> <p>III. La vitesse et la direction du vent sont mesurées et enregistrées en continu sur le site de l'établissement ou dans son environnement proche au cours des campagnes de surveillance.</p> <p>IV. Les résultats de la surveillance de l'année N sont transmis annuellement à l'inspection de l'environnement, avant le 28 février de l'année N+1. En cas de résultats présentant une suspicion d'impact sanitaire sur les riverains, les résultats sont transmis sans délai à l'inspection de l'environnement.</p> <p>Les résultats font l'objet d'une interprétation par l'exploitant, notamment au regard des conditions météorologiques de la période et des valeurs réglementaires existantes (et, à défaut, des valeurs toxicologiques de référence).</p>
<p>Constats : La société APAVE a réalisé 2 campagnes de prélèvement en 2021 : - du 7 au 21 juin 2021 - du 12 au 26 octobre 2021</p> <p>Les résultats ont été communiqués dans le bilan 2021 par courrier du 25 février 2022.</p> <p><u>Rapport campagne de juin 2021</u> Paramètres analysés : butane 1-ol, acetate n-butyl, ethylbenzene, somme des xylènes Prélèvements continus et passifs 14 jours sur capteurs radiello 145.</p> <p>9 points de prélèvements, identiques à ceux utilisés les années précédentes Vitesse et direction du vent mesurés et reportés sur une rose des vents avec les % par intervalle de vitesse Conclusion du rapport : Les conditions météorologiques rencontrées lors de la campagne de prélèvement ont été favorables à une bonne dispersion des polluants dans l'air ambiant : une température élevée avec des précipitations fortes sur 4 jours et vent faible prédominant nord-est</p>

et nord-nord-est un premier temps ensuite un vent de sud ouest (SSO à OSO) (points 3, 5, 18). Les concentrations sont très inférieures aux Valeurs Toxicologiques de Référence (VTR).

Rapport campagne d'octobre 2021

Conclusion du rapport : Les conditions météorologiques rencontrées lors de la campagne de prélèvement ont été favorables à une bonne dispersion des polluants dans l'air ambiant : une température moyenne de 9°C et une journée de forte pluie le 20 octobre, un vent de sud ouest majoritaire, nord-est et sud (points 1, 5, 12, 13, 18 et 21).

Par comparaison sur les 2 années, sur 2020, avec les conditions climatiques quasi équivalentes, la dispersion des molécules dépend de la production. 6571 véhicules en 2020, pour 3309 pour 2021. Les concentrations sont très inférieures aux Valeurs Toxicologiques de Référence (VTR).

L'exploitant a présenté les résultats relatifs aux prélèvements du 10 au 24 juin de la campagne estivale de 2022. Les concentrations mesurées pour les substances xylènes, éthylbenzène, acétate de n-butyle et butanol sont inférieures aux VTR. Le rapport n'a pas fait l'objet d'une relecture de la part de l'Inspection.

Obs. 4 : sur les 14 jours de la campagne hivernale de 2021, la production de l'usine a été arrêtée 9 jours. Pourtant les conclusions du rapport ne font pas mention de l'influence de cet arrêt sur les résultats de la campagne : la rose des vents est elle représentative de celle qui serait établie sur la base des seuls jours de production ? Les quantités de polluants recueillies lors de la campagne ont elles été rapportées au nombre de jours de fonctionnement ?

Une campagne de 5 jours n'étant pas représentative, l'exploitant étudiera avec son prestataire la possibilité de poursuivre la campagne si une situation similaire se présente à nouveau.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet